

Le « *to or not to be* » des négociations de l'ALÉNA, gauche comprise **Sortir par la gauche avec un plan de plein emploi écologique¹**

Quel que soient les acteurs au psychodrame ALÉNA, tous souhaitent sa reconduction mais pas à n'importe quel prix, les conditions variant d'un acteur à l'autre. Même si à l'origine la gauche dont le NPD² ... et les Libéraux rejetaient l'ALÉNA³, tous aujourd'hui considèrent inextricables les chaînes de production créées depuis lors, surtout dans le secteur automobile... et plusieurs seraient gênés d'avoir la même position de façade que la présidence étasunienne. Si les Libéraux fédéraux ont changé leur fusil d'épaule dès leur accession au gouvernement en 1993, la gauche québécoise faisait encore en 2014 un « *bilan désastreux* »⁴ de l'ALÉNA. Aujourd'hui, elle se contenterait des quelques réformes non négligeables certes mais qui sont loin d'une rupture⁵. Le très *canadian* de gauche, The Canadian Council, semble plus critique⁶ mais se rallie à ses partenaires dont le RQIC⁷.

Gouvernements et syndicats étasunien et canadien, au nom de la vertu, contre le Mexique

Sa critique détaillée et pénétrante de l'ALÉNA⁸ mériterait une traduction française malgré son penchant nationaliste canadien et son pragmatisme réformiste. On y lit que le Canada réclame que les accords parallèles sur l'environnement et le travail soient intégrés dans l'ALÉNA. Or « *[i]l est probable que les références aux normes du travail et de l'environnement ressembleront à celles déjà présentées par le Bureau du représentant du commerce des États-unis (USTR) car les deux pays les avaient déjà adoptées pour le Partenariat trans-Pacifique (TPP).* » Car l'intérêt des deux larrons, et celui des bureaucraties syndicales des deux pays, est le même :

Au risque de paraître cynique, il y a peut-être une autre raison moins altruiste pour le Canada et les États-Unis d'inclure des normes plus strictes en matière de travail et d'environnement dans l'ALENA 2.0.

- 1 Cet article met à jour mon essai « [Canada-Québec : le débat sur l'ALÉNA coince la gauche dans l'étau Trump Piège protectionniste ou libre-échange anticapitaliste ?](#) », ESSF, 6/08/17. Notez que dans son premier paragraphe, il aurait fallu lire « *chapitre 11 et chapitre 19* » et non seulement « *chapitre 19* ». Le premier concerne les litiges entre États et entreprises qui par ce traité ont acquis pour la première fois le « droit » de poursuivre des États ce qui en pratique a desservi le Canada eu égard à sa politique environnementale. Le deuxième concerne ceux entre États ce qui a en pratique servi le Canada au sujet du conflit du bois d'œuvre. Tous les deux mettent sur pied des tribunaux administratifs qui échappent à la souveraineté nationale.
- 2 Encyclopédie canadienne, [Nouveau parti démocratique](#), 2013 et 2017. Contre en 1993, aujourd'hui, si l'on se fie à son député Alexandre Boulerice, réputé à la gauche du parti, au sujet des présentes négociations de renouvellement de l'ALÉNA, le NPD est « *plus optimiste mais quand même réaliste* » (Radio-Canada, [ALENA : plus de protections réclamées](#), 27/01/18 (?))
- 3 Robert Sansfaçon, [ALENA: relance ou agonie?](#) (éditorial), Le Devoir, 31/01/18 : « *Ceux qui ont suivi l'évolution des relations commerciales entre les États-Unis, le Canada et plus tard le Mexique, depuis trente ans, trouveront ironique d'entendre une ministre libérale à Ottawa défendre avec autant d'acharnement un accord qui avait été rejeté par le chef libéral John Turner et son successeur, Jean Chrétien. Lors de son adoption, tous les députés libéraux fédéraux avaient voté contre...* ». Ceci dit, on laisse à l'éditorialiste son parti-pris pour le libre échange.
- 4 Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), [Les 20 ans de l'ALÉNA : Un bilan social désastreux](#), 28/01/14
- 5 RQIC, [Déclaration, L'ALÉNA, une menace à l'environnement et à l'Accord de Paris](#), 2017 (?), « *...retirer le chapitre 11 et le chapitre 6 qui comprend la clause de proportionnalité de l'ALÉNA [sur l'énergie], mais d'insérer des clauses juridiquement contraignantes en matière de lutte aux changements climatiques et de transition durable, notamment la préséance de l'Accord de Paris sur un nouvel ALÉNA.* »
- 6 Le Conseil des canadiens, [Page d'accueil française sur l'ALÉNA](#), sans date : « *Les accords de libre-échange comme l'ALENA constituent une charte des droits pour les grandes sociétés et ils affaiblissent clairement la capacité des pays et des citoyens de s'autogouverner.* »
- 7 Le Conseil des canadiens, [Appel à la mobilisation: les peuples et la planète avant le profit!](#), 11/12/17
- 8 Le Conseil des canadiens, [Getting it Right: A people's guide to renegotiating NAFTA](#), octobre 2017 (ma traduction)

Parce que la question de la perte d'emplois américains était au centre de la décision du président Trump de commencer ce processus de renégociation, il ne faut pas beaucoup d'imagination pour penser que promouvoir des normes de travail plus élevées et augmenter les salaires des travailleurs mexicains profiterait à l'industrie automobile américaine (et canadienne)...

Comme pour la législation du travail, le Mexique compense son faible rapport de force économique en galvaudant sa législation de l'environnement : « *Le Mexique a des lois environnementales assez strictes mais autorise régulièrement les sociétés étrangères à les violer. Le chapitre sur l'environnement pourrait être utilisé pour obliger le Mexique à rendre compte de cette divergence, affaiblissant ainsi son avantage "compétitif" de permettre le bris de ses règles environnementales.* » Quant aux nouveaux chapitres sur le genre et sur les nations autochtones demandés par le Canada, ils sont pour le premier une « *aspiration non-contraignante* » et pour le deuxième un moyen de « *causer des conflits entre les Premières Nations qui ont été victimes de grandes sociétés extractives qui revendiquent leurs droits en vertu de l'ALÉNA et d'autres accords commerciaux, et celles qui croient qu'un chapitre sur les droits autochtones dans l'ALÉNA améliorera leurs possibilités économiques.* »

On ne s'étonnera donc pas du flottement des protagonistes de gauche face à l'ALÉNA bien qu'il leur faille manœuvrer pour ne pas perdre la face. Cette valse-hésitation n'a rien pour favoriser la mobilisation⁹ du-t-elle être revêtue de la défense de l'environnement, choix un peu court du RQIC et compagnie et dont le discours n'a rien de percutant. Tant le bilan négatif de l'ALÉNA par le RQIC en 2014, à l'occasion de son vingtième anniversaire, que sa critique acide par le Conseil des canadiens, plaident pour une sortie avec tambour et trompettes. Petit problème : la factice et répétée ad nauseam annonce de sortie protectionniste par la présidence étasunienne, alors qu'en réalité elle recherche des accords bilatéraux où les ÉU peuvent écraser l'adversaire, requiert de la gauche l'articulation immédiate de l'alternative d'un plan B à défaut d'être récupérée par la droite la plus réactionnaire. Or, si les gauches québécoise et canadienne, sociale et politique confondues, partagent une faille béante c'est bien celle de ne pas proposer autre chose, pour sortir du pétrole, que de vagues politiques et des demi-mesures respectueuses de la compétitivité coupe-gorge du marché global.

Le plein emploi écologique : une production de proximité dans un cadre politique mondial

Et pourtant se profilerait une proposition alternative qui justement s'adosse sur la question écologique bien qu'elle soit holistique, le plein emploi écologique¹⁰. Ce plein emploi repose sur la réduction à zéro d'ici 2050, et drastique d'ici 2030, de la consommation d'énergie et de produits (ex. plastique) d'origine fossile, nucléaire et accapareurs de terres sur fond de disparition de l'accumulation inhérente au capitalisme, vert ou non, qu'elle soit de moyens de production et corollairement de produits de consommation. Le plein emploi écologique est centré sur la production de proximité, dont en particulier la souveraineté alimentaire, pour des raisons tant écolo-économiques que politiques.

Les transports sont à minimiser d'où les circuits courts alimentaires et l'agriculture urbaine. Sur fond de conservation de l'énergie et d'efficacité énergétique, la production énergétique devient 100% renouvelable ce qui implique qu'elle soit près des lieux de consommation. L'agro-industrie énergivore aux longs circuits est à faire disparaître en faveur de la production agro-biologique dont la haute

9 La [pétition du RQIC](#) comporte à ce jour moins de 200 noms et sa manifestation du 27 janvier à l'occasion de la sixième ronde de négociations de l'ALÉNA à Montréal ne comptait qu'une centaine de personnes.

10 On en trouvera une ébauche pour le Québec sur mon site dans la deuxième partie du texte « [Le nouvel an du nouveau Québec solidaire post fusion – Unilatérale indépendance à droite contre la radicalité écologique](#) », 1/01/18

productivité du sol est prouvé¹¹ à condition qu'on en fasse une politique globale et qu'on y mette un supplément de force de travail favorisant par ailleurs une reconnexion avec la nature hors humanité, ce qui implique une collaboration urbaine-rurale pour la force de travail surtout occasionnelle. La production de proximité, y compris des intrants, ressort de la reconstruction d'une urbanité multifonctionnelle basée sur le piéton et chassant l'auto solo de même que de la consommation énergétique zéro ou quasi-zéro du bâtiment. Sont par définition de proximité le réinvestissement dans les services publics, y compris ceux financiers, énergétiques et de transport préalablement socialisés, de facto peu énergivores et riches en rapports sociaux.

Ce nouveau mode de production est à la fois décentralisé dans son exécution et centralisé dans sa conception et dans sa planification d'ensemble. Il favorise une prise en charge locale des productrices associées maximisant la démocratie directe dans le cadre d'une planification régionale, nationale et mondiale assise sur la délégation imputable, révocable, en rotation et rémunérée par le salaire médian. On constate que le débat traditionnel libre-échange versus protectionnisme ne s'applique pas. Tout se fabrique de bas en haut dans un cadre mondial échelonné de cadres géographiques intermédiaires incluant la mise sur pied de régions transfrontalières. Les niveaux plus globaux, selon leur pertinence écologique, fournissent les produits et services spécialisés. Et c'est au niveau mondial qu'est assuré la libre circulation des idées et des personnes tout comme la péréquation assurant le remboursement de la dette écologique et sociale. Tels sont le protectionnisme et le libre-échange anticapitalistes, si l'on peut dire, du plein emploi écologique.

La position privilégiée du Québec pour être une avant-garde du plein emploi écologique

Aller dans cette direction correspond certes à un impératif catégorique écologique pour sauver la civilisation. C'est aussi la solution à un libre-échange se transformant en guerre commerciale et financière depuis la crise économique 2007-2009¹², frappant particulièrement le « vieil impérialisme ». D'autant plus que cette crise se combine à celle de l'hégémonie étasunienne due à ses défaites militaires au Moyen-Orient, ce qui ne peut faire autrement que d'envenimer guerres locales et danger d'une guerre entre grandes puissances, y compris nucléaire¹³. Si la contribution canadienne à ce virage à 180° se concentre du côté du blocage de la production de pétrole en premier lieu bitumineux¹⁴, celle d'un Québec déjà sans production d'hydrocarbures pas plus que d'automobiles et de camions légers, invite à se construire comme une avant-garde de l'alternative du plein emploi écologique. Faut-il ajouter que Québec solidaire devrait en être le porteur de ballon, ce pour quoi il s'esquive¹⁵.

C'est à peine si l'économie québécoise aurait besoin d'un recyclage énergétique et industriel. [On y compte quand même une industrie d'armement et des industries énergivores (aluminium, papier)]

11 Jacques Caplat, [Les rendements de l'agriculture biologique, un quiproquo tenace](#), Changeons d'agriculture, 3/05/15

12 Gérard Bérubé, [Mauvais signes pour le commerce asymétrique](#), Le Devoir, 11/01/18 : « L'OMC a été la première à mesurer et à constater l'intensité de ce réveil du protectionnisme qu'elle n'a pas su contenir. Pas moins de 2000 mesures restrictives au commerce ont été introduites durant la période 2009-2016, a-t-elle chiffré. [...] Seulement au sein du G20, plus de 1440 mesures restrictives au commerce de marchandises ont été imposées — et seulement quelque 350 éliminées — entre 2010 et 2015. »

13 The Economist, [The next war – The growing danger of great-power conflict](#) (premier éditorial), 25/01/18. On laisse à la revue de la Cité londonienne sa conclusion pro-étasunienne invitant les ÉU à accentuer ses dépenses militaires pour rester le gendarme du monde soi-disant au bénéfice de la liberté et de la démocratie.

14 Eva Uguen-Csenge et Noémie Mouakanda, [Joutes verbales entre Justin Trudeau et des manifestants anti-oléoduc](#), Radio-Canada, 2/02/18

15 Ce point est argumenté sur mon site web dans la première partie du texte : « [Le nouvel an du nouveau Québec solidaire post fusion – Unilatérale indépendantisme à droite contre la radicalité écologique](#) », 1/01/18

essentiellement exportatrices.] Elle produit déjà une énergie non fossile en surabondance¹⁶ et manufacture des moyens de transport collectif en plus d'être doté d'une voie d'eau royale, le St-Laurent idéal pour l'écologique cabotage. Faire de cette économie un modèle mondial de plein emploi écologique est à portée d'une main gauche qui a saisi l'aspiration radicale d'une jeunesse ayant compris les défis d'un XXI^{ie} siècle qui sera son siècle. En sus serait réglé l'éternel problème du déficit de la balance de paiements toute pétrie d'importations pétrolière et de véhicules routiers sans compter celui d'une économie extravertie très dépendante des ÉU.

Une telle restructuration anticapitaliste de l'économie québécoise vers le plein emploi écologique suppose le contrôle social du commerce extérieur complété par celui des flux internes et externes de l'épargne nationale sans quoi d'ailleurs une ample réforme fiscale à l'avenant serait impossible tant la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux et ailleurs deviendrait une hémorragie. Contre un Canada pétrolier dont l'emprise financière de sa bourgeoisie est écrasante et dont l'idéologie dominante repose sur le *Quebec bashing* et un hypocrite apartheid anti-autochtone, il y faudra l'indépendance pour vaincre le fédéralisme banquier et politique. Rien à voir avec cette bleu indépendance fleurdéliée valorisant l'exploitation plein régime des ressources naturelles pour insérer le Québec dans le marché global comme gagnant sous la houlette du capital financier dont le noyau dur reste hors Québec¹⁷.

Marc Bonhomme, 4 février 2018

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

16 L'énergie hydroélectrique est loin d'être écologiquement bénigne mais ce qui est fait est fait en autant qu'on cesse d'y avoir recours comme un moindre mal. À terme, dans quelques dizaines d'années, ces barrages seront à détruire.

17 Voir mon site web : « [La fusion de Québec solidaire avec Option nationale vers un virage à droite – Le livre qui fait dire oui à un Québec concurrentiel sur le marché global](#) »